

J.A. 1820 Montreux 1

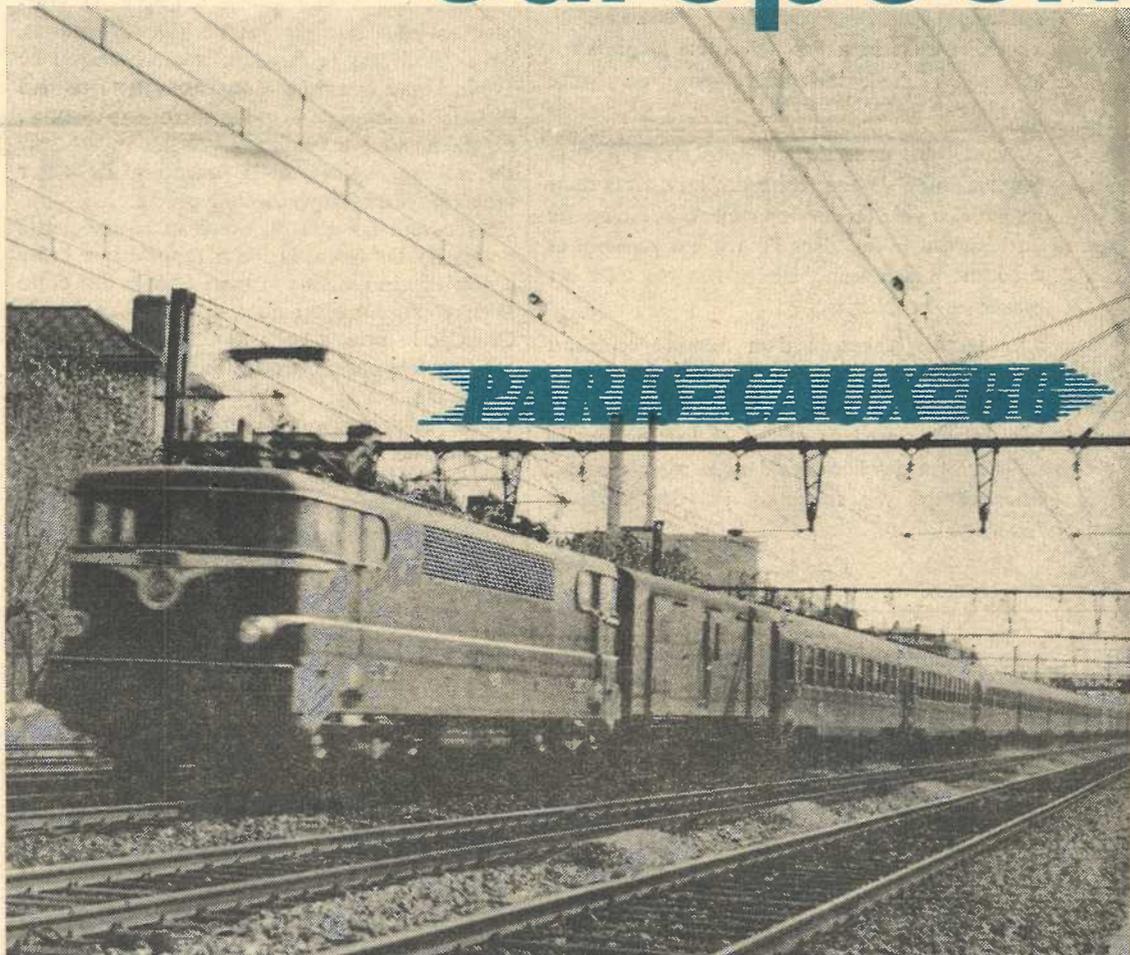
TRIBUNE DE CAUX

Paraît tous les 15 jours
Rédaction, Administration: 9, Trabandan, 1006 Lausanne
Tél. (021) 23 54 82. Chèques postaux 10 - 25366

Fr. 0.70

14 octobre 1966 N° 15

Une initiative française: **Grand**
rassemblement
européen



CAUX

29 - 31
octobre

Un train de la S.N.C.F.
Paris - Caux 1966
amènera des centaines de
participants

La liberté et la démocratie sont-elles en danger en Inde?

PLEINS FEUX

Action et stagnation dans la construction

Les autorités fédérales ont suscité un grand espoir dans la population suisse en lançant il y a quelques années le slogan : « Un toit pour chacun ». Ce qui n'a pas été dit, mais ce que chaque citoyen a sous-entendu comme allant de soi, c'est que ce toit devrait être à la portée de toutes les bourses. Or, il faut bien le reconnaître, l'application de la nouvelle loi fédérale relative à l'encouragement de la construction de logements n'a guère dépassé le stade des exposés d'experts et des séances de commissions. Exception bienvenue : le Conseil d'Etat genevois va proposer à la prochaine séance du parlement cantonal des nouvelles mesures pour encourager la construction des HBM et des HLM. Il a l'intention de porter de 600 à 900 millions la garantie offerte par l'Etat à la construction de HLM, désire faire le plus large usage de la loi fédérale précitée afin de mettre des capitaux à disposition, et entend contribuer à fonds perdu à la construction d'appartements pour « économiquement faibles », notamment des vieillards, à des prix de location à la pièce de l'ordre de 450 francs par an. Bravo !

Cette volonté d'agir contraste heureusement avec l'apparent manque de dynamisme de l'exposé de M. Berger, délégué du Conseil fédéral à la construction de logements, prononcé récemment à Montreux lors du congrès de l'Union internationale de la propriété foncière bâtie.

L'exposé des faits, pourtant, est remarquable, documenté à souhait, et l'on comprend, à entendre M. Berger, toutes les difficultés qu'il doit surmonter. Avec lui, nous sommes inquiets de la hausse formidable des coûts de la construction (31,6 % de 1960 à 1964), alors que le coût de la vie n'augmentait « que » de 13,3 %. Nous nous étonnons en sa compagnie que les méthodes de rationalisation employées par le génie civil et qui ont permis, par une mécanisation toujours plus poussée, de maintenir les

prix à un niveau relativement stable, n'aient pas pu être mieux adaptées au domaine de la construction. Nous ne pouvons que souscrire à son affirmation que « la construction ne doit pas devenir un but en soi, mais seulement satisfaire aux besoins variés qui se présentent ». Mais comment parvenir à cet état de choses ? C'est là qu'une impulsion nouvelle doit venir d'en haut et que réside la tâche la plus importante de M. Berger.

Patrons et pouvoirs publics ne sont d'ailleurs pas seuls en cause. Loin de là. Les bénéficiaires des lois sociales doivent également penser à la collectivité avant de penser à eux-mêmes. N'y a-t-il pas plus de 4000 occupants de HLM à Genève qui, normalement, d'après leur revenu, n'y auraient pas droit du tout ? Il faut mettre de l'ordre dans tout cela, avec volonté et décision.

Voir au-delà de la Suisse

Citons pour terminer ces paroles d'un entrepreneur suisse qui parlait récemment à Caux — paroles confirmées par des actes (voir *Tribune de Caux* du 10 juin 1966) — en souhaitant qu'il puisse être suivi par beaucoup de ses collègues : « D'ici à l'an 2000, il faudra loger trois milliards de personnes de plus. L'industrie du bâtiment devra faire des efforts gigantesques pour faire face à ces immenses besoins.

» Il nous faut des méthodes de construction nouvelles et rationnelles, telles que la préfabrication à l'échelle industrielle, pour construire plus vite et meilleur marché.

» Avant tout, nous devons nous charger de la responsabilité de construire des logements dans les pays en voie de développement. Si l'industrie du bâtiment le fait dans l'esprit qui convient et avec une pensée saine, elle pourra résoudre ces immenses problèmes.

» Le monde a besoin d'un nombre croissant d'entrepreneurs à l'esprit d'initiative, prêts à mettre le service avant le profit et à employer leur intelligence, leur argent et leur entreprise pour le bien des hommes dans le monde entier. Pour ce qui me concerne, j'ai décidé de le faire. »

DN.

Inauguration du Collège de Mackinac

Mille cinquante invités ont assisté, le 1^{er} octobre, à l'inauguration officielle du **Collège de Mackinac**. Il est installé dans les bâtiments construits il y a une dizaine d'années pour recevoir les conférences nord-américaines du Réarmement moral.

Le nouveau collège est reconnu officiellement par l'Etat du Michigan. Ses étudiants y suivront en quatre ans un programme qui correspond en Europe aux deux dernières années de l'enseignement secondaire et aux deux premières de l'enseignement universitaire.

Mais le collège de Mackinac veut aussi faire œuvre de pionnier. C'est ce qu'a souligné le président de son Conseil d'administration, M. Basil Entwistle, qui, prenant la parole en présence de nombreux hôtes de marque, a déclaré notamment : « Ce que je vois pour l'avenir de ce collège universitaire, ce sont des étudiants qui en repartent avec une véritable compréhension d'eux-mêmes et du monde dans lequel ils vivent, une volonté passionnée de renouveler les mobiles humains et d'assainir la société. » Je crois, devait-il ajouter, que la plupart des maux dont nous souffrons aujourd'hui viennent de ce que nos exigences à notre rencontre et à l'encontre de nos enfants sont mesquines et timides. »

Le président du collège, M. Douglas Cornell, qui a démissionné de son poste de secrétaire exécutif de l'Académie des Sciences de Washington pour occuper ses nouvelles fonctions, devait souligner le fait que la tâche entreprise à Mackinac constitue « une nouvelle frontière dans le domaine de l'enseignement supérieur ». Le même jour a été inaugurée la bibliothèque du collège, dédiée à la mémoire de Peter Howard. Mme Howard était présente.

En recevant les clés du nouveau bâtiment des mains du Dr Cornell, elle a rappelé que l'idée centrale qui animait son mari était le lien entre Dieu et l'homme tel qu'il se manifeste par la Croix. « Je prie, a-t-elle ajouté, que tous ceux qui travailleront dans cette bibliothèque suivent ce chemin. »

Parmi les invités aux cérémonies se trouvaient l'évêque du diocèse de Marquette, dans lequel est situé Mackinac, Mgr Noa, qui prononça l'invocation divine, et l'évêque anglican du Michigan septentrional qui donna la bénédiction finale.

TRIBUNE DE CAUX

Paraît le vendredi tous les 15 jours

Publié par Editions
Théâtre et Films de Caux S.A.

Rédaction, administration, publicité :
9, chemin du Trabandan, 1006 Lausanne
Tél. (021) 23 54 82, CCP 10-25366

Abonnement ordinaire d'un an :
Suisse Fr. 15.—
Autres pays Fr. 18.—

Abonnements de soutien :
Fr. 30.— et Fr. 100.—

Rédacteurs responsables :
Daniel Mottu
Paul-Emile Dentan

Imprimerie Corbaz S.A., Montreux



VACHERON
ET
CONSTANTIN



La plus ancienne manufacture d'horlogerie du monde.

Une société au service de tous les hommes

Rassemblement européen à Caux: 29-31 octobre

Caux connaîtra sans aucun doute, du 29 au 31 octobre prochains, une extraordinaire animation.

Le grand rassemblement européen qui s'y tiendra durant ces journées est — saluons ce fait — une initiative française. Des délégations se préparent à y assister, non seulement de la région parisienne, mais de Loire-Atlantique, du Pas-de-Calais, de Lyon, d'Alsace et d'ailleurs. Mais d'autres viendront aussi de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, et, bien entendu, de Suisse.

On lira ci-dessous en quels termes nos amis français ont précisé ce qu'ils attendent de ces journées. Nous leur donnons la parole, non sans inviter tous nos lecteurs à y participer et à s'inscrire au plus vite au secrétariat de la conférence, 1824 Caux.

La compétition industrielle mondiale s'intensifie. On s'empare des techniques nouvelles, on se regroupe, on s'arme davantage pour l'affrontement économique.

Quel visage nous présentera la société industrielle de demain? L'homme aura-t-il suffisamment mûri pour rester maître du processus de la modernisation?

Notre monde rationalisé montre ses failles: on craint un chômage accru cet hiver en Angleterre; des régions se sentent oubliées en Italie et en France; la course des prix et des salaires se fait inquiétante en Allemagne. La maladie de la prospérité est-elle incurable?

Pendant que le monde industrialisé connaît les bienfaits et les abus d'un haut niveau de vie, d'autres pays continuent à s'appauvrir. L'écart va-t-il s'agrandir jusqu'à la rupture?

Les ajustements économiques et les plans les mieux fouillés ne pourront venir à bout de ces problèmes sans un sursaut de la conscience humaine. Il faut que des hommes mûs par une force intérieure prennent ensemble à cœur les besoins de l'humanité.

C'est dans cette perspective que convergeront vers Caux responsables de l'économie, ouvriers des usines d'Europe, jeunes qui forgeront le monde de demain, pour confronter leurs expériences et unir leurs efforts.

PROGRAMME

Quelques-uns des orateurs prévus

Une économie dans la confiance et l'honnêteté

DES LOGEMENTS À LA PORTÉE DE TOUS :
guerre à la spéculation et à la cherté de la construction.

Gottfried Anliker, entrepreneur à Lucerne,
et une équipe de son entreprise.



L'INDUSTRIE TEXTILE EUROPÉENNE :
notre lutte, nos réalisations, nos objectifs.

Maurice Mercier, secrétaire général de la Fédération du Textile
Force Ouvrière, France.

DU TRAVAIL DANS LES CHANTIERS NAVALS D'ÉCOSSE

Tom Friel, président de section syndicale aux Chantiers John Brown, Glasgow,
Grande-Bretagne.

John Mackenzie, secrétaire de section syndicale aux Chantiers Lithgows,
Glasgow, Grande-Bretagne.

Un patriotisme moderne

FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE
EN ANGLETERRE

L. Dennison, secrétaire du Syndicat des Ouvriers
du Bâtiment, Coventry, Grande-Bretagne.



Le monde de demain

Maurice Sambron, sénateur, président du Comité d'Expansion économique de
Loire-Atlantique.

DÉPASSEMENT DE L'EUROPE : avec l'Est et l'Ouest, subvenir aux besoins de
l'humanité.

Philippe Mottu, un des fondateurs du centre de Caux.

M. Alfred Vögelsang, syndic de Montreux, souhaitera la bienvenue aux participants samedi 29
octobre à 16 h. 30.

Un concert sera donné pendant le week-end par la Chanson de Montreux.

Prix pour participants de Suisse :

24 heures à Caux, tout compris : à partir de Fr. 25.— ; la journée seulement : Fr. 10.—
Prix réduits pour délégations, groupes et familles

Informations et inscription au secrétariat de la conférence, 1824 Caux - tél. (021) 61 42 41

Carda
GUYOT

Normes Göhner: Rayon 13

Fabrique de Fenêtres
Maurice Guyot S.A.

Villeneuve (Vd) ☎ (021) 68131

« L'amorce d'une vaste transformation sociale »

Cette phrase est de Robert Schuman, qui décrivait ainsi, en 1950, le travail poursuivi par le Réarmement moral. Depuis lors, il est bien difficile de dénombrer les situations sociales qui ont été transformées, durablement, à la suite du passage à Caux d'industriels, de syndicalistes, de délégations d'usines de tous pays.

Que se passe-t-il quand ces hommes viennent à Caux, et surtout, à leur retour ? S'agit-il d'un enthousiasme passager, ou, au contraire, « l'état

d'esprit mis en action » qui règne à Caux permet-il de modifier les conditions de vie, voire les structures et les institutions des hommes ? Tout dépend naturellement de la sincérité avec laquelle on est prêt à faire l'expérience et à la poursuivre.

Voici deux récits de Français engagés dans l'industrie qui répondent à ces questions. Nous les avons extraits du passionnant ouvrage rédigé sous la direction de Gabriel Marcel : Un Changement d'espérance (10/18).

Bilan d'un industriel français

Si, par un beau jour du mois d'août 1952, je suis parti en compagnie de ma femme pour Caux, c'est uniquement parce que je désirais cesser d'être en butte aux sollicitations d'un ami qui me pressait de connaître le Réarmement moral. En fait, j'ignorais presque tout de ce dernier et n'avais aucun désir d'en savoir davantage.

Qui étais-je ?

Président d'une entreprise métallurgique comptant un effectif d'environ 7000 personnes. Dans le cadre professionnel, quelles étaient les lignes de force de mes préoccupations ? D'abord, le drame commun à la plupart des chefs d'entreprise, celui des incompréhensions profondes entre eux et leur personnel. Mais un souci non moins grave commençait à me tarauder : l'affrontement avec le premier Marché commun naissant, celui du charbon et de l'acier, qui soulevait, à moyen ou à long terme, le problème de l'avenir de l'industrie du département de la Loire où se trouvait l'essentiel de mon activité — un problème de vie ou de mort.

En montant vers Caux, je ne me posais même pas la question de savoir s'il pouvait exister un rapport quelconque entre ce que j'allais trouver et les soucis qui me tourmentaient.

C'est pourtant là que j'allais découvrir, sinon la réponse à tous mes points d'interrogation,

du moins une clé qui allait me permettre de résoudre la plupart des problèmes humains.

Je soupçonnais encore moins quels seraient les interlocuteurs qui m'apporteraient cette réponse. Car ce ne sont pas mes entretiens avec des chefs d'entreprise, investis de fonctions semblables à la mienne et chargés de responsabilités du même ordre, ni les meetings de Caux, dont certains m'ont pourtant grandement impressionné, qui m'ont donné le véritable choc dont est bouleversée mon existence depuis six ans. Ce choc, je l'ai ressenti au cours des entretiens très simples, presque enfantins, que j'ai pu avoir malgré le problème linguistique, avec deux ouvriers allemands, anciens militants communistes de la Ruhr. Nous n'avons, ni eux ni moi, abordé les grands sommets de la philosophie ni de l'économie. Nos goûts nous y auraient sans doute peu portés, non plus que la présence d'un interprète nécessaire malgré mes quelques connaissances de l'allemand.

Une question indiscrète

Comment dire par des mots, comment exprimer à des intellectuels aussi sceptiques et aussi compliqués que je pouvais l'être, la conviction qu'avaient ces gens simples, mais brûlant d'une flamme intérieure et selon laquelle il est possible de changer les relations humaines par le retour à certains principes moraux ? Comment surtout avouer mon désarroi quand, pour ré-

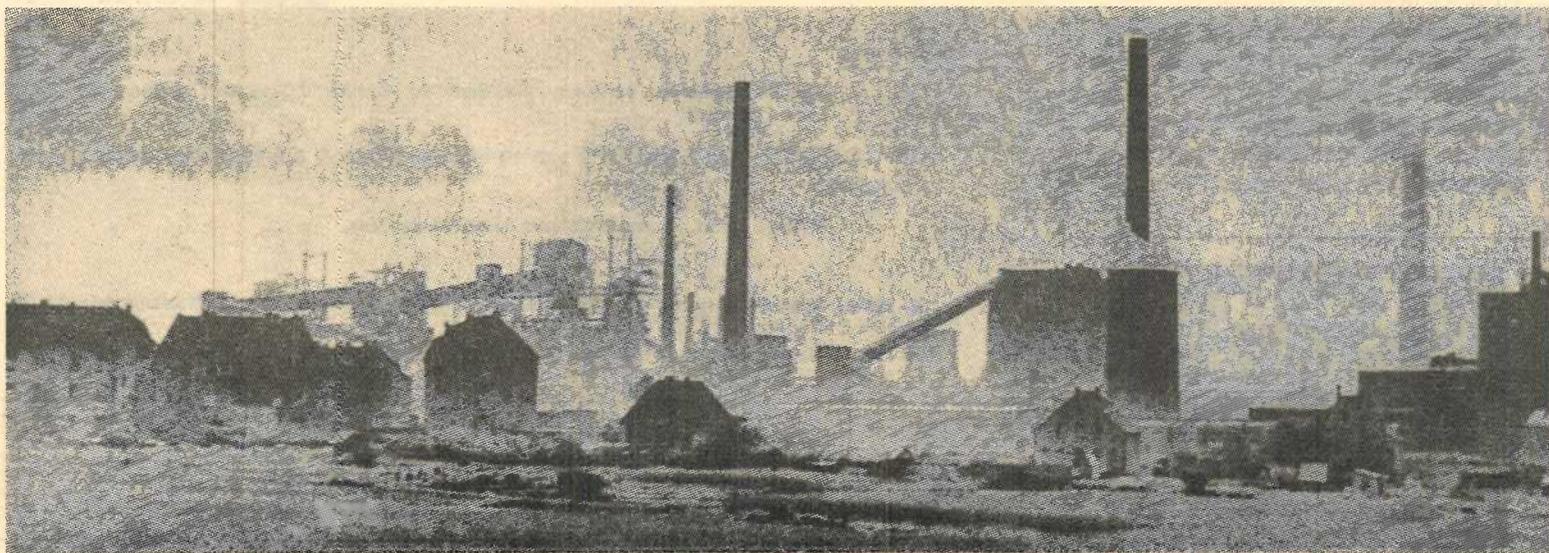
pondre à ma soi-disant profonde expérience des relations sociales et à ma certitude qu'il était utopique de prétendre modifier les rapports humains par le simple effet d'un contact cœur-à-cœur, je m'entendais seulement opposer : *Haben Sie versucht?*... «Avez-vous essayé?»

Non, je n'avais pas essayé. J'avais souvent tenté de convaincre les autres de la supériorité de mon raisonnement intellectuel, mais rarement de reconnaître mes torts ni de rechercher ce qui est juste.

J'ai pensé que je devais le faire. Mais j'étais bien ennuyé et bien embarrassé.

En revenant de Caux avec ma femme, nous nous sommes arrêtés au bord d'un petit ruisseau, et, assis dans l'herbe, nous nous sommes demandé : « Par où commencer ? »... par reconnaître mes torts, par dire aux autres que je croyais possible, au-delà des normes officielles et des rapports dépersonnalisés, d'établir un dialogue...

J'ai pris le taureau par les cornes quelques jours plus tard en convoquant en séance spéciale le comité d'établissement de la plus importante usine de ma société — 5000 ouvriers environ. Je n'oublierai jamais cet entretien, où j'exposai ce que j'avais ressenti à Caux, ma conviction de la possibilité de retrouver un nouveau climat entre hommes par la re-



cherche de ce qui est juste, et où je fis des excuses pour les fautes que j'avais pu commettre. Je ne saurais jamais si ce qui m'inquiétait le plus devant le visage médusé de mes interlocuteurs était ma crainte du ridicule ou le sentiment de l'inefficacité de ma démarche.

Car j'avais jusqu'alors des relations plutôt tendues avec ces délégués, dont me séparaient toutes les incompréhensions inhérentes au cloisonnement des classes, dont les points de vue sont aussi arrêtés qu'inconciliables... « Voilà ce que j'ai compris à Caux, dis-je en terminant. Je ne vous demande ni de me croire, ni de partager ma conviction qu'il est possible de trouver pour tout le monde une solution nouvelle assise sur le changement personnel. Je vous demande seulement d'accepter de venir avec moi jusqu'à Caux pour entendre ce qui se dit là-bas. »

Je n'ai su que plus tard, beaucoup plus tard, ce qui se passait au même moment dans le cœur de plusieurs de mes interlocuteurs. Ceux qui ont bien voulu me le dire m'ont avoué qu'ils étaient bouleversés. Et pourtant, c'étaient des « durs ».

Suspension de séance. J'attendais, inquiet de mon audace, la décision des délégués du comité. Après un quart d'heure de délibérations, ils me firent connaître qu'ils étaient unanimement d'accord pour se rendre à Caux avec moi.

C'était trop beau sans doute... Le soir même de cette réunion qui fut un des moments les plus émouvants de ma vie d'homme et de ma carrière professionnelle, des interventions syndicales extérieures avaient joué, des directives issues d'entités impersonnelles étaient venues opposer un veto là où le cœur avait parlé : le syndicat le plus important interdisait à ses délégués de me suivre. Les autres confirmaient leur acceptation.

Il m'est difficile, parce que c'est trahir la vérité et la profondeur des sentiments humains que de vouloir les enfermer dans la simplicité d'une image d'Epinal, de dire ce qui est résulté de ces quelques moments de vérité entre les hommes et de ce voyage en commun.

Certains m'ont demandé souvent de faire un bilan des résultats positifs de l'adhésion sans réserve que j'ai donnée depuis le mois d'août 1952 à cette action du Réarmement moral. Oui, je puis dire en toute sincérité que c'est dans mon recueillement du matin, où je cherchais la voie de la justice dépouillée de tout intérêt personnel, que j'ai trouvé la solution de graves problèmes industriels.

C'est au cours de ces médiations imprégnées de l'esprit de Caux qu'ont germé et se sont mises au point quelques décisions dont je voudrais seulement citer les plus marquantes.

Ce fut d'abord une distribution gratuite d'actions au personnel de mon entreprise. Ensuite, la décision de fusionner les quatre principales sociétés métallurgiques de notre région pour réaliser, dans un ensemble de 15 000 travailleurs, une des plus importantes opérations de concentration et de rationalisation industrielles ; la clé du problème était pour moi d'abandonner la première place pour redescendre à

la seconde. Ce fut ensuite un engagement qu'aucune entreprise n'a jamais pris à ma connaissance : celui de ne procéder à aucun licenciement d'ouvriers pendant une sévère période de concentration industrielle s'étendant sur une durée de quatre ans.

Citerai-je encore la conclusion d'un accord d'entreprise où se trouvait la clause exceptionnelle d'un personnel acceptant du subordonner les hausses de salaires au rétablissement de l'équilibre financier de la compagnie, où l'engagement pris à une autre époque par ce même personnel de ne pas faire grève pendant une période déterminée ?

Chacun de ces faits n'est peut-être pas extra-

ordinaire en lui-même, mais il est certainement peu courant. C'est surtout dans leur accumulation et dans leur succession régulière depuis mon retour de Caux que je puise la certitude de leur cause profonde.

L'origine en est le défi que m'avaient jeté un jour deux mineurs de la Ruhr, et aussi l'impression extraordinaire que m'ont laissée ces quelques minutes de vie intense où j'ai senti, au cours d'une réunion de comité d'établissement, se déchirer un voile entre des hommes.

Je ne sais pas si c'est au Réarmement moral que tout cela est dû. Mais je suis sûr que, sans lui, rien ne serait arrivé.

Partir des impératifs moraux pour assurer le succès des impératifs économiques

JE me souviens des prévisions marxistes selon lesquelles, la condition humaine étant améliorée, l'homme devait penser mieux, plus loin et en toute sérénité. On dit dans le marxisme que l'homme est aliéné par la fatalité, par la peur, par ses besoins et par sa pensée. J'ai cru longtemps que l'amélioration de la condition humaine sur le plan matériel développerait cette élévation de pensée et ce solide esprit fraternel que nous avons connus pendant les luttes et qui avaient fait notre force. Mais j'ai dû constater que les sacrifices des uns pour les autres étaient souvent payés d'ingratitude. En travaillant aux côtés des hommes du Réarmement moral, j'ai compris tout de suite que cette idéologie allait plus loin que le marxisme. Elle me donnait la certitude d'une société meilleure avec, à la base, un comportement humain parfait, prélude aux plus hautes civilisations. La révolution de la production est en marche. Mais la révolution de la répartition a besoin du Réarmement moral pour qu'elle réussisse : le

producteur et le consommateur devront s'aligner aux impératifs moraux. L'histoire de la bourgeoisie démontre que des hommes comblés ne sont pas nécessairement des hommes supérieurs. Si nous voulons que les hommes d'aujourd'hui, les hommes de demain, continuent la marche de la civilisation, il faut faire appel à un esprit supérieur.

La réussite d'une révolution peut être assurée par la conjonction de l'inspiration et de la réalisation. Cinquante années de luttes ont eu pour base de départ la croyance que les impératifs économiques conduisent inévitablement aux impératifs moraux. Ces luttes étaient sûrement une nécessité dans l'état économique du monde entier, mais nous sommes non moins sûrs que le monde d'aujourd'hui partira des impératifs moraux pour assurer le succès des impératifs économiques. Et c'est là que l'idéologie du Réarmement moral prend toute sa signification révolutionnaire.

MAURICE MERCIER

Une fructueuse expérience paritaire dans l'industrie française

Plus de 80 délégations d'usines textiles françaises étaient venues à Caux en été 1951, comprenant patrons, cadres et délégués syndicaux de tous bords. « L'esprit de Caux, affirme un dirigeant syndical, a développé l'honnêteté dans les rapports entre des syndicalistes et des patrons français. » Il s'en suivit la création d'un climat de confiance qui permit de jeter les fondements solides des accords paritaires de juin 1953.

Malgré les nombreuses difficultés économiques rencontrées depuis, cette expérience a produit en cinq ans les résultats que l'on pouvait résumer ainsi en 1958 :

- une troisième, puis une quatrième semaine de congés payés ;
 - l'octroi d'une retraite complémentaire pour les vieux travailleurs ;
 - le paiement de cinq jours fériés ;
 - la création d'un bureau inter-syndical d'étude permettant de dresser un inventaire permanent et honnête des professions textiles ;
 - la création d'une commission sociale paritaire composée d'au moins 60 personnes, qui discute en détail de la situation des salaires ;
 - la diminution des grèves. Le textile est la branche de l'industrie française qui a connu le moins de grèves depuis 1951.
- au moins 8 % de rajustement de salaire par année aux ouvriers du textile ;

Tribune du monde

Où va le Nigeria?

Tous les amis du Nigeria sont bouleversés en lisant les tragiques nouvelles des tueries dont ce pays est le théâtre. Il y a quelques mois encore, le Nigeria offrait un exemple aux autres pays d'Afrique à la recherche de leur équilibre. A preuve le comportement exemplaire des contingents et des diplomates nigériens dans l'opération des Nations Unies au Congo. Mais maintenant... Le gouverneur du Nigeria occidental est allé jusqu'à parler de « désintégration ». Comment en est-on arrivé à cette situation dramatique? Cette question fait l'objet de cet article, que nous reproduisons de l'hebdomadaire indien Himmat.

Anatomie de la Fédération du Nigeria

La région Nord, la plus peuplée, est musulmane et est habitée par les Haoussas. C'est de là que venait le premier ministre assassiné le printemps dernier, Sir Abubakar.

La région Est, fief de l'ancien président Azikiwe, est habitée par les Ibos.

La région Ouest, d'où vient le chef Awolowo, récemment libéré de prison, est habitée par les Yorubas.

Lagos est la capitale fédérale et n'appartient à aucune des trois régions.

Les actes de violence dont le Nigeria vient à nouveau d'être le théâtre menacent ce pays d'éclatement. En mai dernier, les Haoussas, qui habitent le Nord, massacraient sous l'emprise de la peur et de la haine les Ibos émigrés dans leur région. Puis des bandes de soldats, après avoir capturé et probablement exécuté le général Ironsi, se sont mis à tuer systématiquement tous les officiers Ibos de l'armée. Un officier du Nord, le colonel Yakubu Gowon, fut mis à la tête de l'armée.

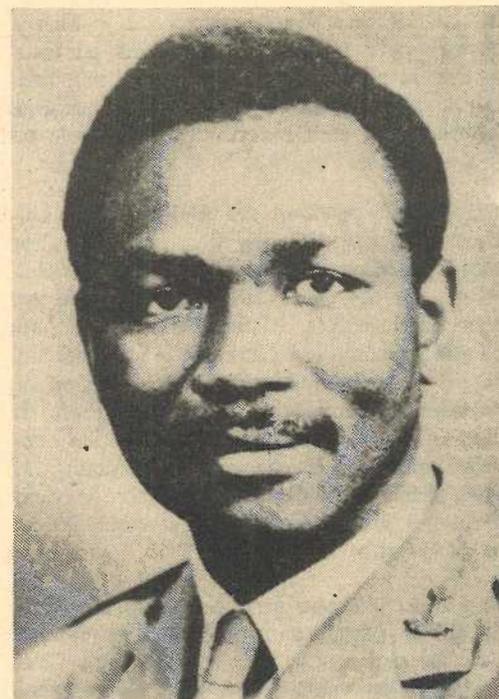
Ces événements sont attristants. Mais ils ne sont pas simplement le fait d'une « guerre tribale » comme la presse britannique les a libellés avec une certaine légèreté. Il s'agit bien plutôt des douleurs et des convulsions accompagnant la naissance d'une nation.

Avec ses 55 millions d'habitants qui en font le pays le plus peuplé du continent, le Nigeria est un produit artificiel de la puissance coloniale. Il réunit en effet des ethnies possédant des langues et des traditions aussi différentes que celles des Australiens et des Japonais !

L'équilibre du pays s'ébranlait à mesure que la corruption devenait monnaie courante parmi les politiciens, le tribalisme la base de la politique, et la compétition la préoccupation majeure des régions.

Le 15 janvier dernier, un petit groupe de majors de l'armée, presque tous des Ibos (Nigeria oriental) tentaient de prendre le pouvoir. La mutinerie qu'ils déclenchèrent aurait couronné leurs plans si le commandant en chef de l'armée, le général Ironsi — Ibo lui aussi — n'avait pas échappé miraculeusement au massacre et repris le contrôle. Les anciens ministres fédéraux lui remirent alors volontairement le pouvoir.

Ironsi nomma un gouverneur militaire à la tête de chacune des trois régions et pendant les six mois et demi qui suivirent, un effort sincère fut fait pour créer l'unité dans le pays et nettoyer le gâchis laissé par les politiciens. Malheureusement, le général, encouragé par des conseillers plus doctrinaires que sensibles aux aspirations humaines, mit en œuvre un programme d'unification qui déplut aux populations du Nord. Celles-ci, composées principalement de Haoussas musulmans, redoutaient la domination des Ibos, plus dynamiques et mieux éduqués qu'eux. Des propagateurs de rumeurs mal intentionnés se chargèrent du reste. Le 29 mai commençaient les troubles qui causèrent la mort de centaines d'Ibos émigrés dans le Nord.



Le colonel Gowon

Le 29 juillet, un groupe de soldats nordistes faisaient irruption dans le palais gouvernemental d'Ibadan, où le général Ironsi se trouvait en conférence avec des chefs. Ils firent sortir le gouverneur militaire de la région occidentale, le colonel Fajuyi, un Yoruba. Ils lui dirent qu'ils n'avaient aucun grief contre lui, mais exigèrent qu'il leur livrât le général.

Devant son refus de livrer un homme qui était un hôte de sa maison, les soldats le tuèrent et s'emparèrent du général. Selon toute vraisemblance, celui-ci fut également mis à mort.

Le colonel Gowon, ancien chef d'état-major de l'armée, a dû assumer à trente-et-un ans la responsabilité du pouvoir suprême. Tout en étant du Nord, il n'est pas musulman, mais chrétien et provient d'une tribu minoritaire de la province du Plateau. Il passe pour un homme intègre et s'efforce de rétablir l'ordre. Il a annoncé son intention de préparer un retour au gouvernement civil.

Où va le Nigeria ? Voilà la question que chacun se pose. Les ressentiments sont si violents entre les gens du Nord et les Ibos que la fédération risque d'éclater. Des deux côtés, on entend dire : « Nous n'avons aucune base d'unité. Que chaque région devienne un Etat séparé ! » Le nouveau commandant suprême a réuni un comité de conseillers pour préparer la nouvelle Constitution. Celui-ci sera-t-il dominé par les sentiments qui prévalent aujourd'hui, la haine et la peur, ou fera-t-il apparaître une sagesse politique basée sur le courage et une vue large des choses ?

Tout dépendra de la réponse que les dirigeants du pays donneront à cette question. Il y a de bonnes raisons de croire qu'ils pourront en fin de compte trouver une solution qui évitera le morcellement de la Fédération. S'ils réussissent et si les Nigériens s'unissent pour établir une nation solide et permanente, ils s'attireront le respect de l'Afrique et du monde.



Qualité

Viandes de 1^{er} choix
Charcuterie fine
Spécialités réputées

Av. Casino 55 tél. 61 4074/5
Av. Alpes 68 tél. 61 4076
Rue Chillon 2 tél. 61 4077
Place Marché tél. 62 4756

La liberté et la démocratie sont-elles en danger en Inde ?

Si ses relations avec le Pakistan semblent s'améliorer, l'Inde passe cependant par des moments critiques. Après les troubles causés par le manque de nourriture, des crises politiques se succèdent les unes après les autres. Un observateur qui a passé quatre ans dans ce pays nous rapporte certains faits alarmants qui viennent de se produire à Madras, la plus grande ville du sud.

Bien qu'il n'ait que trente ans, Rajmohan Gandhi est connu à travers l'Inde comme l'une des personnalités les plus marquantes de la génération politique montante de son pays. Il est vrai qu'il bénéficie du fait d'avoir eu deux illustres grands-pères. L'un d'eux était le Mahatma Gandhi, dont le nom n'a rien perdu de son attrait magique dans les masses. L'autre, qui vit encore à Madras, s'appelle Sri C. Rajagopalachari. Il a été le premier gouverneur général de l'Inde après l'indépendance et a occupé diverses fonctions dans le gouvernement. Puis il s'éleva contre la tendance croissante des milieux dirigeants d'accepter la corruption et la division comme inévitables et il finit par rejoindre les forces de l'opposition.

Sri Rajagopalachari vient de publier dans le grand quotidien *Indian Express* une attaque fulgurante contre l'attitude du gouvernement et des forces de l'ordre, dans ce qui est en passe de devenir une « cause célèbre » dont parle le pays tout entier : une affaire qui concerne deux jeunes Indiennes, Janaki Varadhan et Usha Chandiram.

Les faits sont les suivants : Aux côtés d'un nombre grandissant d'Indiens de tous âges qui se sont ralliés à Rajmohan Gandhi, ces jeunes femmes, toutes deux majeures d'après la loi indienne, consacrent depuis deux ans leur temps et leur énergie à « créer une Inde forte, unie et libre ». Avec Gandhi et les équipes du Réarmement moral, elles ont travaillé dans les grandes villes et dans des centaines de villages où leur action leur a gagné le respect de tous, y compris celui de leurs ennemis. Mais quand on attaque de front la corruption, la haine, la division, ainsi que la paresse et la bureaucratie, on ne peut pas éviter de se faire certains ennemis.

Le 2 septembre, alors que Yanaki Varadhan se trouvait dans le foyer d'une femme très respectée de Madras, Mme Rangaswami, juge honoraire qui a depuis donné sa démission pour protester contre les événements que nous allons décrire, une voiture de police arriva sur les lieux et Mlle Varadhan fut emmenée de force par un officier de police. Celui-ci prétendait que la jeune femme n'était pas libre de ses actes et qu'elle devait rentrer chez ses parents. Yanaki Varadhan se débattit en criant, mais les « forces de l'ordre » réussirent à la maîtriser.

La deuxième jeune femme, Usha Shandiram, fut conduite au poste de police sous le pré-

texte qu'on voulait seulement sa signature au bas d'un document attestant qu'elle était majeure et qu'elle travaillait de sa propre volonté avec le Réarmement moral. Une fois arrivée au poste, elle y fut gardée de force.

Quelques heures après ces événements, Rajmohan Gandhi se présenta devant le juge et accusa la police de Madras d'avoir agi contre la loi. Le juge fit droit à la requête de Gandhi, qui insistait pour que les jeunes femmes soient invitées à se présenter devant le tribunal afin qu'elles aient l'occasion de dire si elles agissaient librement ou non. Mais avant la date fixée pour la séance, la Cour supérieure de Madras accéda à une demande de la police et déclara que l'accusation de Gandhi était irrecevable. Entre temps, toujours avec l'aide de la police, les jeunes filles avaient été conduites à Bangalore, dans l'Etat de Mysore, où elles sont prisonnières dans leurs propres familles. Elles ont tout de même réussi à envoyer secrètement des messages à leurs amis pour dire qu'elles entendaient tenir bon et qu'elles étaient prêtes à se défendre pendant des mois, si nécessaire.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, le juge de la Cour supérieure de l'Etat de Mysore a ordonné par deux fois aux pères des deux jeunes femmes d'amener leur fille devant le tribunal. Ceux-ci ont refusé. En envoyant une troisième sommation, le juge a annoncé que « si les jeunes filles ne comparaissaient pas lundi, des mesures radicales devraient être prises ». Cette affaire suscite un tel intérêt à Bangalore que cinq cents personnes s'étaient rassemblées devant le Palais de justice pour entendre la décision du juge.

La presse et un grand nombre de personnalités de l'Inde n'ont pas manqué d'exprimer la vive préoccupation que leur causent ces événements. Les méthodes de la police à l'égard de ces jeunes filles soulèvent en effet la question fondamentale de savoir si la démocratie et la justice existent encore dans l'Inde d'aujourd'hui. L'un des collaborateurs les plus proches du Mahatma Gandhi, un homme qui a fait partie de son gouvernement à plusieurs reprises, s'est exprimé dans les termes suivants : « Cette affaire est la plus importante dans l'histoire de l'Inde libre. Déjà beaucoup d'adultes dépendent, pour des raisons économiques, de l'attitude du gouvernement. Ils n'osent plus protester. Même de grandes entreprises et des institutions renommées se trouvent dans cette position. Si la jeune génération est également réduite au silence, il n'y a aucun espoir de survie pour l'Inde. Les jeunes légalement adultes ont le droit de faire des sacrifices et de donner le meilleur d'eux-mêmes à leur pays et il n'appartient pas aux parents de s'y opposer. S'ils le font, les jeunes ont le devoir sacré d'insister sur un droit inaliénable. »

Le cas de Yanaki et Usha n'est pas simplement une question personnelle ou juridique. L'année prochaine auront lieu des élections générales. Le

parti du Congrès est en perte de vitesse dans tout le pays. La corruption et la division qui règnent à la Nouvelle-Delhi et dans les capitales provinciales ont créé une vague de méfiance dans le peuple envers les dirigeants actuels. Rajmohan Gandhi et plusieurs de ses amis sont les hommes les plus en vue de la jeune génération politique du pays. Certains dirigeants voudraient leur barrer la route et sont conscients que s'ils ne le font pas maintenant, ils n'y parviendront plus demain. Telle est la vraie raison du « kidnapping » des deux jeunes filles. On a cependant de bonnes raisons de croire que non seulement celles-ci seront bientôt libérées, mais que ces événements contribueront à servir la cause de la liberté et de l'indépendance de l'Inde.

P. S.

Un « accord entre soldats » diminue la tension indo-pakistanaise

Il est réconfortant qu'un effort conscient soit entrepris par les gouvernements de l'Inde et du Pakistan pour diminuer la tension qui existe à la frontière des deux Etats. Lors des conversations qui viennent d'avoir lieu entre les commandants en chef des armées de l'Inde et du Pakistan, les deux généraux sont tombés d'accord d'éviter des mouvements de troupes à proximité des frontières ; si ceux-ci se révélaient nécessaires pour renouveler les effectifs ou procéder à des exercices, ils seraient notifiés à l'autre pays afin de ne pas susciter des craintes injustifiées.

Quelques jours plus tard, on apprenait que le général Kumaramangalam, de l'Inde, et le général Yahya Khan, du Pakistan, resteraient en communication directe l'un avec l'autre par le canal d'un « téléphone rouge » qui leur permettrait d'éviter tout retour de la tension à la frontière indo-pakistanaise.

Il y a bien des points communs entre les deux pays. On s'en est convaincu une fois de plus lors de ces négociations. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les deux généraux se trouvaient dans le même camp de prisonniers, en Italie. Les deux hommes tentèrent de s'évader. Le général Khan réussit à atteindre Naples, mais son camarade de combat, moins chanceux, retomba entre les mains des Allemands.

Le général Khan a très justement qualifié les conversations récentes d'« accord entre soldats ». Et, complétées par les rencontres prévues à Londres et à New York entre les ministres des affaires étrangères des deux pays, on peut s'attendre à une diminution de la tension.

Certes, il y a un long chemin à parcourir. Si les relations entre les deux pays ont connu des vicissitudes, on se doit cependant de souligner qu'elles tendent à reprendre un cours normal. Tout effort dans cette direction doit être poursuivi, à la Nouvelle-Delhi comme à Rawalpindi, afin d'éviter le retour d'un conflit qui n'a aucune raison d'être.

(Extrait de *Himmat*)

Pendant le mois d'octobre,
les grands films
produits par le Réarmement moral
sont projetés à Caux

les mercredis et dimanches à 14 h. 45
les samedis à 20 h. 40

Au programme (selon les jours) :
Le Couronnement de ma vie, Liberté,
Hommes du Brésil, El Condor,
Le Feu de l'ouragan

Pour toute information,
téléphonez au (021) 61 42 41

La recette de grand'mère

Une vieille recette strasbourgeoise

La Tarte aux oignons

Garnissez un moule à tarte de pâte préparée selon votre recette habituelle.

Faites revenir à la poêle, dans du beurre, trois ou quatre gros oignons, en remuant bien pour qu'ils deviennent jaunes mais ne brunissent pas.

Salez et poivrez. Etalez sur la pâte. Recouvrez de deux œufs battus avec une cuillère à thé de farine.

Mettez à four moyen pendant environ 30 minutes.



Le spécialiste du vêtement féminin

La maison du **tricot** SA

Lingerie
Confection
Jersey

Lausanne, Genève, Neuchâtel, Zurich, Bâle, La Chaux-de-Fonds, Fribourg

A ces moments-là,
un meilleur spray vous
rendra votre sourire

Il est si important de bien choisir votre spray!

Vous pouvez faire confiance à Schwarzkopf!

Il y a 60 ans que Schwarzkopf se
consacre aux soins capillaires.

Taft, c'est l'exquise fraîcheur qui vous rend
charmante et sûre de plaire.

Et n'est-elle pas jolie cette nouvelle bombe au
motif écossais?

Bombe normale 5 fr. 60 bombe géante 11 fr. 20

Essayez donc Taft,
le nouveau spray de Schwarzkopf



Schwarzkopf
fait le charme de votre coiffure

